

Réseau canadien de l'eau

Mémoire adressé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires de 2014

Synopsis

Le Réseau canadien de l'eau (RCE) propose au gouvernement du Canada d'investir 60 millions de dollars sur 10 ans pour permettre au réseau d'étendre son modèle particulier et de générer plus de 180 millions de dollars d'activité économique grâce au co-investissement du secteur privé et des autres paliers de gouvernement. Cet investissement contribuera aux priorités du gouvernement (comme l'exploitation responsable des ressources), renforcera l'économie du Canada et débouchera sur l'autonomie financière du RCE au-delà de 2024. Le RCE souhaite comparaître devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes à Toronto ou à Ottawa afin de montrer comment son approche éprouvée peut être une source de valeur pour le gouvernement et pour le Canada.

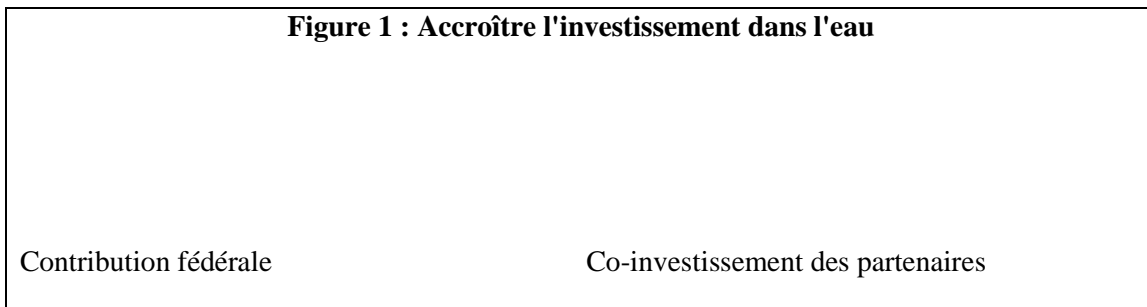
De la valeur pour le Canada

L'eau est l'avantage compétitif du Canada, et sa bonne gestion est un déterminant de succès crucial pour sa population et son économie.

Le Réseau canadien de l'eau (RCE) a acquis la réputation d'être une source nationale fiable de données scientifiques pour la prise de décision en convertissant des recherches crédibles et pointues sur l'eau en résultats concrets.

Le RCE n'a pas d'équivalent du point de vue de sa portée nationale et internationale; depuis 2001, il a attiré 45 millions de dollars d'investissements de plus de 500 partenaires comprenant tous les paliers de gouvernements et maintes entreprises.

Le RCE sollicite un soutien fédéral de **60 millions de dollars sur 10 ans** pour étendre sa nouvelle approche de création de consortiums de recherche et son programme éprouvé de formation et de perfectionnement en les appliquant aux priorités du gouvernement. Ce soutien servira à attirer un co-investissement d'entreprises ainsi que de partenaires gouvernementaux provinciaux et locaux pour **générer plus de 180 millions de dollars d'activité économique**, comme le montre la **Figure 1**.



Sur 10 ans, l'investissement débouchera sur une meilleure réglementation, une meilleure compétitivité des entreprises grâce à la recherche, l'innovation et la formation professionnelle, une assurance de santé et de sécurité pour les Canadiens et pour l'économie, une meilleure qualité environnementale, et l'autonomie financière du RCE.

Le RCE souhaite comparaître devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour témoigner sur la manière dont sa démarche peut être une source de valeur pour le Canada.

Cette proposition correspond à plusieurs thèmes de l'étude du comité comme : accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation; assurer la **sécurité** et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures; et soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation.

Protéger et rehausser l'avantage compétitif du Canada

La santé et la prospérité de la population et des collectivités du Canada, et les moteurs de notre économie, dont la mise en valeur des ressources, l'agriculture et nos villes, dépendent en grande

mesure d'un accès fiable à de l'eau propre. En investissant dans le RCE, le gouvernement fédéral s'assurera que la recherche et la formation professionnelle améliorent la prise de décision, et que l'investissement et la gestion du risque dans le domaine de l'eau auront une valeur socio-économique importante et durable.

L'investissement permettra au RCE d'étendre l'application de ses méthodes de recherche et de formation professionnelle afin qu'elles puissent être appliquées aux priorités cruciales du gouvernement que sont *l'exploitation responsable des ressources, la bonne gestion de l'eau dans les collectivités autochtones et éloignées*, ainsi qu'une *gestion municipale durable de l'eau et des infrastructures*. Les résultats seront les suivants :

- **renforcer l'économie du Canada tout en améliorant la santé environnementale et sociale;**
- **étendre le leadership et la compétitivité du Canada dans les secteurs de croissance mondiaux;**
- **accroître l'investissement des entreprises et des gouvernements provinciaux et locaux dans la recherche et l'innovation.**

Une population et des villes saines

Il est vital de bien gérer l'eau pour la santé et la sécurité des Canadiens. Cela comprend la protection des plus vulnérables, notamment les collectivités autochtones et éloignées. Toutes les collectivités du Canada sont confrontées aux réalités du changement climatique, des facteurs démographiques et socio-économiques, et de la nécessité de rehausser leur résilience et d'élaborer des stratégies pour s'adapter. L'innovation est également nécessaire pour faire face aux dizaines de milliards de dollars que coûtera le renouvellement de l'infrastructure de l'eau. Le risque auquel s'expose le Canada s'il ne réussit pas à s'adapter et à innover sera un coût de milliards de dollars en impacts économiques.

Impacts sociaux et économiques de l'eau

2000 Walerton — 7 morts, des milliers de malades, impact économique estimé à 64,5 millions de dollars

2013 Inondations en Alberta — 4 morts, 5 milliards d'impact économique

2013 Pluies diluviennes à Toronto — dégâts infrastructurels de 65,2 millions de dollars, réclamations de plus de 850 millions aux compagnies d'assurances

Déficit de l'infrastructure du Canada pour l'eau — calculé à 80 milliards de dollars et en augmentation

Le gouvernement fédéral fait des investissements importants dans les infrastructures par le truchement du Nouveau Fonds Chantiers Canada et du Fonds municipal vert. Établir les priorités de ce financement et faire des investissements efficaces pour assurer la protection de nos villes, de notre tissu socio-économique et de nos actifs naturels exige de solides données scientifiques. Le RCE a prouvé qu'il est capable d'appuyer le gouvernement dans ce domaine.

Exploitation responsable des ressources

Une gestion durable de l'eau est cruciale pour assurer le succès des secteurs de ressources qui sont tributaires de l'eau, comme l'agriculture, et de secteurs des ressources naturelles qui valent des milliards de dollars, comme le pétrole et les mines. S'attaquer aux questions de disponibilité et de sécurité de l'approvisionnement en eau pour appuyer l'extraction, la transformation et le transport, tout en protégeant la santé environnementale et publique, est fondamental pour assurer le succès et la compétitivité de l'exploitation des ressources.

Obtenir l'appui du public pour l'exploitation responsable des ressources exige que les règlements et les pratiques reflètent clairement les données scientifiques les plus solides pour assurer la protection des populations et des bassins hydrographiques. Cela assurera la croissance, la pérennité et la compétitivité mondiale de l'économie canadienne des ressources. Grâce à son expertise, le RCE peut aider le gouvernement à faire avancer cette priorité et ces secteurs.

Données économiques : secteurs des ressources tributaires de l'eau

Sables bitumineux de l'Alberta — 350 milliards de dollars de redevances, 122 milliards de recettes fiscales sur les 25 prochaines années (Canadian Energy Research Institute)

Secteur de l'énergie de l'Alberta — 22 % du PIB provincial en 2012 (gouvernement de l'Alberta)

Secteur canadien du gaz naturel — 386 milliards d'investissements d'ici à 2035 (Conference Board du Canada)

Secteur minier du Canada — 92 milliards d'exportations de minerais en 2012 (RNCan et Statistique Canada)

Agriculture et alimentation du Canada — 103,5 milliards de dollars, 6,7 % du PIB en 2012 (Agriculture Canada)

Ventes agroalimentaires de l'Ontario — 37 milliards de dollars, deuxième secteur manufacturier de l'Ontario (Bloom 2012)

Rôle du Canada dans l'économie mondiale de l'eau

Les stress causés par un monde économique en croissance et en maturation font que l'eau est devenue une préoccupation mondiale de premier plan. Selon le Forum économique mondial, l'approvisionnement en eau est l'un des premiers risques planétaires, ce qui fait que l'eau devient de plus en plus un avantage compétitif durable pour le Canada. Une bonne gestion de cette ressource vitale est un déterminant essentiel du succès de notre économie.

Relever les défis au moyen de données et d'informations ancrées dans de solides recherches offre la possibilité d'attirer l'attention du monde entier sur les capacités du Canada et permet aux entreprises canadiennes de s'épanouir et de contribuer à résoudre les problèmes mondiaux d'approvisionnement en eau. Aujourd'hui déjà, 1,7 million d'emplois canadiens concernent la gestion de l'environnement. La croissance de l'expertise canadienne soutiendra la croissance de la demande mondiale.

Le secteur mondial croissant de l'eau

316 milliards de dollars — taille du marché mondial de biens et services reliés à l'eau (Global Water Intelligence)

3,9 milliards de dollars — ventes de biens et services environnementaux par des entreprises canadiennes en 2010 (Statistique Canada)

10,3 % de la population active canadienne — exerçant des activités environnementales dans l'emploi (ECO Canada)

Qui sommes-nous et que faisons-nous?

Le RCE est un succès emblématique du gouvernement du Canada. Le RCE est un organisme national apolitique créé par le truchement d'un projet de 14 ans dans le cadre du Réseau de centres d'excellence à soutien financier fédéral. Il a acquis de l'expertise pour fournir une valeur croissante à partir de la capacité de recherche nationale collective du Canada en convertissant les fruits de la recherche en politiques et pratiques pour les secteurs public et privé du Canada.

Le RCE s'attaque aux grands défis de gestion de l'eau du Canada en veillant à ce que la recherche débouche sur des solutions concrètes et sur des applications dans la vie réelle. Il fournit à ses partenaires gouvernementaux et du secteur privé des informations pointues sur la manière de mieux gérer les risques et d'obtenir des investissements et des politiques plus efficaces.

L'impact du RCE

Depuis 14 ans, les recherches et activités du RCE ont un impact durable sur le Canada, comme le montrent les exemples suivants :

- plus de **50 changements de politiques et de pratiques** ayant permis de réduire les risques pour la santé publique, d'améliorer les stratégies d'investissement et opérationnelles, et de réaliser des économies importantes;
- des **avancements et des possibilités de commercialisation de technologie de traitement et d'analyse de l'eau** grâce à des investissements ciblés avec des partenaires du secteur privé;
- une **amélioration de la qualité de l'eau** grâce à la collaboration avec les secteurs public et privé de l'agriculture, des mines, du pétrole, du gaz naturel et de la forêt;
- la **formation de 1 500 chercheurs et professionnels hautement qualifiés**, dont beaucoup sont aujourd'hui des leaders dans des organismes de gestion de l'eau des secteurs public et privé.

Voici quelques exemples de bienfaits directement reliés aux priorités du gouvernement :

- un investissement de 1,5 million de dollars du RCE dans la recherche d'avant-garde sur la contamination au plomb de l'eau potable municipale **a permis de réaliser plus de 100 millions de dollars d'économies et de coûts différés** pour la ville de Toronto et d'autres collectivités;
- un investissement en recherche de 10 ans et 1,8 million de dollars du RCE pour améliorer **la capacité de gestion et de traitement de l'eau pour les sables bitumineux du Canada a engendré 4,8 millions de dollars de co-investissements de partenaires,**

- ayant permis de faire la démonstration de technologies et de processus et d'orienter la surveillance environnementale pour l'Athabasca;
- le RCE **fait progresser la technologie** par la validation de technologies de tests microbiens en partenariat avec l'Agence de santé publique du Canada, Santé Canada et Génome Canada, ce qui réduira les coûts et donnera aux Canadiens un approvisionnement plus sûr en eau potable;
 - le travail du RCE sur **l'élaboration d'une démarche de gestion des risques pour un plan d'assurance de la salubrité de l'eau potable** permet au Canada d'adopter la stratégie recommandée par l'Organisation mondiale de la santé, notamment son intégration dans l'appareil législatif de l'Alberta où c'est devenu un mécanisme crucial pour mieux protéger les collectivités, notamment éloignées et autochtones.

Appliquer la démarche de consortium du RCE pour obtenir de la valeur

Le RCE terminera en 2015 sa participation couronnée de succès au Réseau de centres d'excellence. Sa démarche a évolué et s'est améliorée en 14 ans. Il est maintenant bien positionné pour appliquer son expertise grâce à un nouveau modèle de sources multiples de financement. La démarche originale de consortium du RCE comprend :

- identifier les problèmes appelant l'intervention d'instances chevauchantes quand aucun organisme ou acteur unique n'a le mandat, l'accès à des connaissances suffisantes ou l'aptitude nécessaire pour chercher des solutions individuellement;
- réunir des acteurs souvent divergents dans un consortium pour les faire contribuer ensemble à l'exécution de recherches prioritaires;
- appliquer le financement d'amorçage du RCE pour catalyser du co-investissement d'entreprises et de gouvernements dans la recherche et dans sa gestion et mobilisation;
- accéder à la capacité de recherche canadienne et internationale par le biais du réseau et des processus rigoureux du RCE afin de trouver les meilleures données scientifiques possibles et de les convertir en solutions qui feront progresser l'industrie et les gouvernements.

Le RCE a déjà lancé un consortium à sources de financement multiples — le **Consortium sur les eaux urbaines au Canada** — avec un investissement annuel de villes desservant ensemble 14 millions de Canadiens. Les partenaires originels ont fourni plus de 700 000 \$ en 2014.

Le RCE utilise cette approche pour mettre sur pied un consortium national sur **l'eau et la fracturation hydraulique**, une question critique qui exige des données scientifiques crédibles afin d'appuyer la prise de décision, et où l'investissement fédéral catalysera du co-investissement et engendra de la valeur pour le secteur canadien de l'énergie.

Poursuivre l'application de cette démarche en utilisant ce nouvel investissement fédéral fera avancer les priorités du gouvernement tout en renforçant les entreprises et collectivités du Canada par l'innovation, la sécurité et l'amélioration de la santé et de la formation.

Importance de l'investissement fédéral

L'expérience du RCE confirme le rôle crucial du financement d'amorçage pour attirer du co-investissement de partenaires. Le soutien fédéral fournira cette capacité essentielle et assurera la stabilité et la flexibilité qui permettront au RCE d'interagir avec les différents secteurs et partenaires afin de se pencher sur des enjeux en constante évolution.

Le financement fédéral appuiera également la formation de professionnels et de chercheurs hautement qualifiés grâce à la continuation du programme de formation réputé du RCE. Plus de 1 500 étudiants et jeunes professionnels ont bénéficié de la formation du RCE, et beaucoup occupent maintenant des postes de leadership en gestion de l'eau au Canada et internationalement.

Le partenariat proposé par le RCE et le rendement de l'investissement

Le RCE sollicite un co-investissement du gouvernement fédéral de **60 millions de dollars sur 10 ans**, avec investissement fédéral stable pour les trois premières années, suivi de montants dégressifs ensuite, comme l'indique la **Figure 2**. Cela permettra au RCE de passer de deux consortiums de recherche en 2015 à cinq d'ici à 2020, en prévoyant que des économies d'échelle importantes déboucheront sur l'autonomie financière.

Figure 2 : Investissements projetés du gouvernement fédéral et des partenaires du RCE, 2015-2024 (en millions de dollars)

Contribution fédérale

Co-investissement de partenaires

Le modèle financier est fondé sur notre expérience en création de consortiums et en prestation de programmes jusqu'à présent. Il reflète notre évaluation des ressources nécessaires pour catalyser et lancer avec succès des consortiums qui attireront des co-investissements pour les soutenir dans le futur. La **Figure 3** représente l'utilisation proposée de l'investissement fédéral.

Figure 3 : Distribution moyenne sur 10 ans du financement fédéral, par catégorie

- Création de consortiums dans les domaines prioritaires
- Formation et perfectionnement
- Recherche d'amorçage et mobilisation des connaissances
- Prestation de programmes et recherche
- Services corporatifs

Nous nous attendons à ce que le soutien fédéral **engendre plus de 120 millions de dollars de co-investissements des secteurs privé et public** en 10 ans. Cela représente un rendement de l'investissement de 200 % pour le gouvernement fédéral. Et les rendements sont beaucoup plus élevés si l'on inclut l'impact important d'une bonne gestion de l'eau sur l'économie canadienne, sur l'environnement et sur la société.

Bien qu'il existe d'autres modes d'accès à la recherche, aucun n'a la même capacité de mobilisation de l'expertise nationale et internationale et d'investissement partagé dans des domaines stratégiques pour obtenir un impact réel.

Nous remercions le comité de nous avoir donné l'occasion de présenter cette proposition

Bernadette Conant, directrice générale

bconant@cwn-rce.ca, 519-888-4567 poste 36171